

EN MARCHÉ !

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 15, n° 2 • septembre 1995



**Nous ne voulons plus
de cimetières clandestins
au Guatemala**

Argentine

Le silence des agneaux

En mars dernier, un militaire argentin avouait avoir jeté à la mer des personnes vivantes du haut d'un avion. La confession a eu l'effet d'une bombe. Environ 2 000 personnes auraient connu cette fin tragique; plutôt 4 000 estimerait plus tard un autre militaire. Six mois après ces révélations dignes des camps de concentration nazis, la société argentine reste muette. Il ne se trouvait probablement personne en Argentine pour prétendre que les militaires argentins avaient les mains propres. Comme l'écrivait l'auteur Mario Benedetti, «il est de notoriété publique qu'ici et là les droits humains ont été violés, avec une préférence marquée contre les gens de la gauche». Les militaires argentins, comme tout bon militaire latino-américain, avaient bien torturé quelques prisonniers subversifs. Sans compter que les infatigables Mères de la Place de Mai continuent d'exiger des comptes pour leurs disparus au cours de la dictature militaire de 1976 à 1983. Mais voilà qu'un scénario d'horreur éclate au visage de la société argentine. Comme vous pourrez le lire dans les articles qui suivent, les militaires argentins, incapables de nier une telle histoire, doivent s'expliquer. Au-delà de leur autocritique, ils ne risquent pas grand chose, puisque la loi du *Punto final* (Point final) leur confère d'emblée l'impunité.

Le plus troublant dans cette histoire demeure probablement la complicité de l'Église d'Argentine. Au retour de leur mission, des prêtres «réconfortaient les officiers avec des paroles tirées des Évangiles sur la nécessité de séparer l'ivraie du bon grain». Non seulement l'Église n'a rien fait pour arrêter ces innombrables assassinats, mais elle refuse toujours d'admettre sa responsabilité morale à cet égard.

Pourtant, comme le dit si bien l'auteur Pérez Esquivel, «la paix n'est le fruit ni des complicités, ni du silence, ni du mensonge, mais au contraire, elle est le fruit de la vérité et de la justice».

Plus jamais

FEDERICO CAVADA CLAVERÍA
BUENOS AIRES, 15 AVRIL 1995

LORS D'UNE ENTREVUE AVEC HORACIO VERHITSKY PARUE LE 3 MARS 1995 DANS UN QUOTIDIEN D'ARGENTINE, ADOLFO FRANCISCO SCILINGO, 48 ANS, CAPITAINE DE CORVETTE RETRAITÉ, AFFIRME AVOIR JETÉ 30 PERSONNES À LA MER À PARTIR D'AVIONS EN PLEIN VOL LORS DE CES OPÉRATIONS DÉNOMMÉES «VUELO» (VOL), ET AVOIR ASSISTÉ À DES SÉANCES DE TORTURE ET À LA CRÉMATION DE CADAVRES À L'ÉCOLE MÉCANIQUE DE L'ARMÉE.

Le choc qu'a provoqué sa confession ne provient pas tant du niveau de violence, déjà connu à travers les récits des survivants et des parents, mais plutôt de la reconnaissance explicite de la participation de toute la chaîne de cadres de l'armée. «Le système, affirme Scilingo, qui était monté pour éliminer les éléments subversifs touchait tous les niveaux... On ne parlait pas de ce qui arrivait aux détenus pour éviter tout accès à l'information et ainsi créer de l'incertitude chez l'ennemi.»

Dans son récit, Scilingo atteste avoir participé à deux «vuelos». «C'était normal, même si cela a l'air aberrant. (...) Lorsque j'ai reçu l'ordre, je suis allé au sous-sol où se trouvaient ceux qui allaient voler. On ne laissait personne. On les informait qu'ils allaient être transférés dans le sud et qu'ils allaient recevoir un vaccin, du phénotal ou «phenonaval» comme on disait dans le jargon de la marine. (...) La majorité des officiers de l'armée ont effectué des «vuelos», pour permettre une rotation, c'était un genre de rite. (...) Une fois endormis, on les dévêtait et lorsque le commandant de l'avion en donnait l'ordre, on ouvrait la porte et on les jetait nus un par un.»

La confession de Scilingo a remis plusieurs polémiques à l'ordre du jour : d'abord, l'impunité dans laquelle vivent ces tortionnaires grâce aux lois «Punto Final» (Point final), «Obediencia Debida» (Obéissance aveugle) et «Indulto» (Indult) et la protection du Gouvernement envers les oppresseurs et les institutions militaires. Ensuite, la participation de l'Église : «les aumôniers reconfortaient les officiers, relate Scilingo, par des citations de l'Évangile sur la séparation de la paille et du blé. (...) Les autorités ecclésiastiques ont été consultées pour trouver une façon chrétienne et peu violente.» Et, en dernier lieu, la rupture du pacte du silence.

C'est à partir de ce point de vue que l'on peut déchiffrer les réponses du Gouvernement et des Forces armées Le Président

Menem traite Scilingo de scélérat; le chef de l'État Major de l'armée, l'Amiral Molina Pico, réplique : «Comment va-t-on croire que c'est un assassin puisque c'est un escroc?» et enfin, le Général Mario Diaz, chef de l'État Major Mixte déclare «qu'il a perdu ses vertus de militaire et de gentleman.» Les hauts commandements font alors appel à la stratégie du silence et du discrédit; ils ne nient pas les affirmations de Scilingo mais ne reconnaissent pas leur responsabilité institutionnelle dans la disparition de personnes. Mais que peut-on leur demander de plus? Molina Pico aurait approuvé l'assassinat de sa propre belle-soeur, victime peut-être d'un de ces vols dont parlait Scilingo, et Oscar Camilion, le Ministre de la Défense, a été ambassadeur au Brésil durant la dictature militaire...

Les atrocités sont rappelées par la bouche d'un repent. Le débat se réinstalle tout comme la lutte pour la vérité et la justice. Mais réapparaît aussi la volonté du silence, de la complicité et du leurre qui, comme l'affirme Miguel Bouasso, pourrait bien permettre que «ceux qui protègent des assassins pourraient être tentés d'employer de nouveau ces méthodes». Il y a pourtant une autre volonté, celle de reconstruire à partir de la vérité un pays qui cherche à s'assurer que PLUS JAMAIS cela ne se fera.

Les organismes de droits humains ont alors affirmé que les déclarations confirmaient leurs dénonciations et rompaient «un pacte mafioso de silence et de lâcheté» et ont sollicité le Président de la Nation, en tant que Commandant en chef, d'ordonner aux Forces armées et de la Sécurité de rendre publiques les listes de détenus-disparus avec une explication sur le sort de chacun d'entre eux. «C'est ce à quoi s'attend une société en butte aux tribulations et impuissante devant ces évidences».

Mignono dans son livre «Église et dictature», cite le cas de Monseigneur Tortolo, ami personnel du Général Videla,

qui a déclaré, le 14 octobre 1976 : «Les Forces armées, acceptant la responsabilité si grave et si sérieuse de ce moment, remplissent leur devoir». Ou bien le cas d'une île qui servit de camp de concentration de la ESMA et qui avait appartenu à la curie de Buenos Aires. C'est précisément le vicaire militaire Emilio Grasseli qui l'acheta et la vendit à un détenu dont les ravisseurs avaient falsifié la signature. Selon Mignone, Monseigneur Tortolo les aurait conseillés de cette façon et aurait confié à ses proches ses recommandations sur la façon la plus chrétienne de se défaire des prisonniers.

La Justice sollicite des listes

La Chambre fédérale de Buenos Aires a sollicité du Gouvernement qu'il divulgue les listes se trouvant en sa possession ou en celle des Forces armées. Celui-ci répondit qu'elles ont «peut-être existé» mais que, comme l'affirme le rapport de la CONADE; (Commission nationale sur la disparition de personnes), elles ont probablement été détruites. Seul le décret 2726 datant de 1983 sur «la preuve d'antécédents relatifs à la détention de personnes à disposition du Pouvoir exécutif national» et une liste déjà partiellement connue élaborée par les familles de détenus-disparus qui n'avaient pas témoigné devant la CONADEP ont été rendus publics. L'ex-Président Raúl Alfonsín s'est lui aussi lavé les mains en prétendant n'avoir jamais trouvé les listes, mais sans rejeter leur existence.

Mais le Gouvernement mêle les cartes. Ce ne sont pas les listes qui sont en jeu. Pour Mignone «nous demandons que les Forces armées qui ont décidé et exécuté institutionnellement la répression assument publiquement leur responsabilité»; et pour Nora Cortinas de la Ligue fondatrice des Mères de la Place de Mai, il s'agit de «savoir ce qui est arrivé à nos enfants, comment ils ont disparu, qui les a torturés et a décidé du sort de chacun d'entre eux.»

Le débat

Que doivent maintenant faire ceux et celles qui luttent pour les droits humains alors que les voies judiciaires se sont progressivement fermées et que les responsables ont été graciés par le Président Menem? Pour quelques-uns comme Mignone, si l'on ne peut pas obtenir que justice soit rendue, on peut obtenir une sanction morale : en additionnant le témoignage de personnes qui ont participé, il serait possible de compléter la liste déjà élaborée par les familles, ce qui représente une progression dans la recherche de la vérité et de la sanction, du moins morale, de ce qui eut lieu à ce moment-là. Quelle sera la réaction des organismes de droits humains face aux déclarations de Scilingo? Mignone répond : «Si nous lui intentons un procès pour cette confession, il dira qu'il a exécuté les ordres et qu'à ce moment il les croyait légitimes et corrects. Je ne crois pas qu'il faille utiliser ses déclarations contre lui parce qu'il est en train de nous aider. Sa déclaration est utile, elle nous

montre qui sont les plus responsables parmi les hauts commandements. Il apporte une contribution douloureuse... Deuxièmement, je ne lui ferais pas de procès parce que ce serait inutile, il finirait par être absous; Scilingo est protégé par la loi d'Obéissance aveugle. Mais il y a aussi autre chose : nous devons tâcher qu'il y en ait d'autres qui racontent, qu'apparaissent dix, vingt officiers comme Scilingo qui écrasent l'Armée avec leurs déclarations et forcent l'Institution à revoir sa position.»

Pour d'autres comme Hebe Bonafini des Mères de la Place de Mai, «nous voulons les listes des assassins, nous voulons que les criminels aillent en prison. Cela ne me sert à rien qu'ils me disent le nom de mes enfants, je veux les noms des assassins. Nous croyons que ce sont les Forces armées elles-mêmes qui doivent nous dire comment et quand ils ont tué nos enfants.» Suite à ces déclarations, le 23 mars, un jour avant le terrible anniversaire du coup d'État de 1976, les Mères de la Place de Mai ont manifesté devant la ESMA et ont été violemment réprimées.

Les autres

Au même moment, le Capitaine Hector Pedro Verguez, alias «Vargas» ou «Gaston», bourreau de deux camps de concentration, a déclaré à Radio Mitre que les listes ont existé et s'est offert pour aider à les reconstruire de mémoire (sic)... Ajoutant de l'huile sur le feu, le ministre de l'Intérieur au temps de la dictature, le Général Albano Harguindeguy, a reconnu que la Junte avait agi hors-la-loi, ce qu'elle avait toujours nié en disant que le procès des ex-commandants (1985) était un artifice pour détruire les institutions militaires. Harguindeguy a aussi dit à la revue Gente : «aujourd'hui j'admets que cela a été une erreur de faire ce qui s'est fait; si l'on avait agi dans le cadre de la loi, les choses auraient été différentes pour nous.» Malgré tout, Harguindeguy ne montre aucun signe de repentir; à la question du journaliste à savoir si la fin justifie les moyens, il répond : «il fallait éliminer l'ennemi et c'est ce qu'on a réussi». Même le ministre de l'Intérieur Carlos Corach a admis que les responsables de la répression sont les seuls capables d'informer sur le sort des disparus mais il n'est «pas prévu» de les convoquer en ce sens.

Pour quelques-uns les souvenirs du passé n'ont pas de sens. Ils disent que derrière les accusations se cachent des guérilleros, de vieux et de nouveaux activistes, des destructeurs du système. Alors ce sont justement les victimes qui doivent porter le poids de l'histoire, les uns entrer dans l'oubli, les autres continuer de vivre sans leurs enfants, leurs frères et leurs soeurs, leurs ami-e-s. C'est une société qui ne juge pas, ne châtie pas et se ferme les yeux pour oublier. Mais c'est contre cela que s'inscrivent ces plaintes, cette recherche tourmentée qui a parcouru la planète de porte en porte en quête de ses enfants, en quête de la vérité et de la justice comme seul chemin possible pour construire un pays où ... PLUS JAMAIS!!!

Les militaires argentins se confessent, les évêques restent muets

DE BUENOS AIRES, DAFNE SABANES FLOU,
CORRESPONDANTE DE NOTICIAS ALIADAS

LES ÉVÊQUES ARGENTINS ONT PERDU UNE CHANCE HISTORIQUE DE SE PRONONCER SUR LE RÔLE QU'À JOUÉ L'ÉGLISE CATHOLIQUE DURANT LA DICTATURE MILITAIRE (1976-1983). ILS ONT MIS UN TERME À LEUR RÉUNION ANNUELLE SANS FAIRE AUCUNE DÉCLARATION.

On s'attendait qu'à la fin de l'Assemblée épiscopale, réunion annuelle qui rassemble les 80 prélats argentins, ceux-ci publieraient un document dans lequel ils analyseraient le rôle de l'Église durant la répression. Mais non ! L'analyse a été remise à la prochaine réunion qui se tiendra en décembre. Les évêques ont décidé de faire, «avec lenteur et sérénité», un examen de conscience... qui mette en évidence les péchés les plus graves de leur propre vie et de celle de tous les chrétiens tout au long de l'histoire nationale.

Depuis la confession publique de l'ex-capitaine Alfredo Scilingo sur sa participation à la disparition de prisonniers jetés vivants dans le Río de la Plata du haut d'avions de l'Armée argentine, la controverse sur la façon d'agir des aumôniers militaires a augmenté. Selon ce qu'a reconnu Scilingo les aumôniers «consolaient» les militaires qui participaient aux vols.

Les critiques se sont portées aussi sur d'autres prêtres qui sont allés visiter les camps de concentration durant la dictature. Durant cette période, le nonce apostolique lui-même, l'actuel cardinal Pio Laghi, jouait au tennis avec l'amiral Emilio Massera, un des principaux responsables de la répression et des vols en question qui ont provoqué la mort d'environ deux mille personnes.

Mais quelques heures avant le début de l'assemblée épiscopale, le 24 avril, de nouvelles confessions ont été rendues publiques, cette fois de la part d'un lieutenant de l'Armée qui a avoué que cette branche des Forces armées aussi organisait des vols sur le Río de la Plata, jetant des prisonniers vivants qui dans bien des cas étaient dévorés par les requins.

Ibáñez a calculé qu'environ quatre mille personnes ont trouvé la mort de cette manière, y compris des femmes enceintes. Selon les déclarations de ce militaire, les vols portaient des quartiers généraux de l'Armée à Campo de Mayo.

La déclaration de Ibáñez a produit une grande commotion étant donné qu'il touchait le cœur même de l'Armée argentine. Le lendemain, mardi 25, événement sans précédent de l'histoire argentine : le chef de l'armée, le lieutenant-général Martín Balza, a reconnu la responsabilité institutionnelle de cette force dans la répression illégale durant la dictature.

«Personne n'est obligé d'obéir à un ordre immoral s'écartant des lois et règlements militaires. Quiconque le fait se rend coupable de mauvaise conduite, qui devra être jugée selon sa gravité» a dit Balza lors d'une émission d'informations télévisées.

Il a aussi ajouté : «Sans aucun euphémisme je dis clairement : ils commettent un délit ceux qui enfreignent la constitution nationale, ceux qui donnent des ordres immoraux, ceux qui obéissent à des ordres immoraux, ceux qui pour atteindre un but qu'ils croient juste emploient des moyens injustes, immoraux.»

Les paroles de Balza ont été bien accueillies par les organismes des droits humains et par la société en général. Elles ont été suivies deux jours plus tard d'une déclaration similaire de la part du commodore Juan Paulik, chef de la Force aérienne. Les deux militaires ont décidé de mettre tout en oeuvre «pour que l'avenir ne soit pas la répétition du passé.»

Les déclarations de Balza ont obligé le président Carlos Menem à modifier son interprétation des faits.

Avant le discours de Balza, Menem établissait un lien entre les dénonciations des militaires repentants et la campagne pour les élections présidentielles du 14 mai qui le donnait favori. Après cela, il a fait l'éloge de l'autocritique et a invité d'autres chefs militaires à les imiter et a promis d'étudier la dérogation de la loi d'obéissance aveugle.

«Les déclarations de Balza ne nous nuisent pas sinon qu'elles nous interpellent et c'est quelque chose dont les gens devront tenir compte le 14 mai» a souligné Menem qui souhaitait être réélu président.

L'amiral Enrique Molina Pico a suivi les conseils de Menem et le 3 mai il a rendu publique l'autocritique de son armée. Pendant ce temps, le silence de l'Église ne faisait rien d'autre que d'augmenter son isolement et la brèche qui la sépare d'un peuple qui désire connaître la vérité sur les années les plus terribles de son histoire récente.

Le pire moment auquel les évêques ont dû faire face a été quand une délégation des Mères la Place de Mai s'est présentée au lieu de la réunion et les a affrontés. Pour la première fois en 18 ans, les prélats ont reçu cette délégation officiellement et ont dû écouter toutes sortes de critiques sur la gestion de l'épiscopat durant et après la dictature.

Il n'y a qu'un évêque qui a décidé de demander pardon publiquement. Ce fut Jorge Novak, du diocèse de Quilmes et co-président du Mouvement œcuménique pour les droits humains, regroupement de deux autres diocèses catholiques et de six Églises protestantes.

Novak a reconnu que «nous, les évêques, avons bien des comptes à rendre pour nos péchés et nous devons demander pardon pour notre insensibilité, notre lâcheté, nos omissions et nos complicités».

El Salvador

Virage à droite de l'Église

L'ÉGLISE CATHOLIQUE SALVADORIENNE A COMMENCÉ UNE NOUVELLE ÉPOQUE AVEC L'INSTALLATION DE MGR FERNANDO SAENZ LACALLE COMME NOUVEL ARCHEVÊQUE DE SAN SALVADOR.

Lors de sa nomination en avril dernier, Mgr Saenz, membre du mouvement conservateur de l'Opus Dei et ex-aumônier des Forces armées, s'est empressé de déclarer qu'il y aurait des changements dans l'Église catholique salvadorienne.

Pour le moment il a assuré que la théologie de la libération disparaîtrait du Salvador, en disant: «La malfamée théologie de la libération est une relecture marxiste de l'Évangile, avec une inclinaison pour la violence, qui n'aura plus sa place au Salvador».

Dans sa première homélie dominicale comme archevêque, il a décrit surtout le nouveau rôle que jouera l'Église catholique au Salvador. Dans leurs homélies dominicales, ses prédécesseurs, Mgr Romero et Mgr Rivera y Damas, exprimaient leur position sur la situation du pays. Mgr Saenz Lacalle, au contraire, déclara que ses homélies s'en tiendraient à un aspect purement évangéliste et qu'il ne parlerait pas de politique ou d'économie, parce que ce sont des thèmes qui doivent être traités par les laïcs.

Il dit: «S'il vous plaît, sortez de dessous les jupes de l'évêque. Vous avez suffisamment de maturité pour affronter les affaires temporelles qui vous reviennent».

L'archevêque a aussi fustigé la presse qui est présente habituellement lors des homélies dominicales, en disant que «peut-être elle ne cherche que des nouvelles».

NOTICIAS ALIADAS, MAI 1995

Québec, Canada, le 27 mai 1995

Son Excellence Monseigneur Fernando Sáenz Lacalle
Archevêque de San Salvador
El Salvador

Excellence,

Depuis le lointain pays du Canada où nous, les membres des Communautés ecclésiales de base (CEBES), vivons, nous vous écrivons cette lettre ouverte. Ce qui motive notre geste, c'est notre engagement avec le Peuple de Dieu dans ce pays comme dans celui de notre terre salvadorienne avec laquelle nous continuons d'être très unis dans la solidarité.

Par les nouvelles internationales, nous avons appris votre nomination par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II comme nouvel Archevêque de San Salvador. Par ce geste, le Pape vous manifeste sa grande confiance et vous demande d'être au service de cette portion du Peuple de Dieu. Nous vous en félicitons.

Les premières paroles que vous avez prononcées en acceptant d'être au service du Peuple nous incitent à vous communiquer nos espoirs et nos préoccupations. Vous avez donc indiqué que vous préférez prêcher la Parole de Dieu et ne pas parler de questions politiques, que vous voulez dénoncer le péché et non le pécheur, que vous vous proposez de parler de Jésus.

Tout cela est très bien. Nous espérons que vous parlerez du Jésus qui proclame sa mission et l'accomplit tel que décrit par Luc (4, 18-21); du Jésus qui annonce la nouvelle dynamique du Royaume des cieux en Matthieu (5, 2-10); du Jésus qui révèle son identité en Matthieu (25, 34-40); du Jésus qui invite à l'essentiel en Luc (18, 18-25); du Jésus qui n'admet pas qu'on passe à bonne distance quand il y a un nécessaire sur le chemin (Luc, 10, 25-37). Nous espérons que vous nous parlerez de Jésus et de ses exigences de justice, de vérité, d'amour et de pardon; du Jésus qui a vécu son option pour les pauvres et les exclus de la société civile et religieuse de son temps; du Jésus qui par ses paroles et ses gestes a placé ceux de la périphérie au centre, dans l'égalité de leurs droits à la vie et à la dignité.

Nous espérons que nous parlerez du Jésus qui n'a pas eu peur de dire aux pouvoirs civils et religieux que le Royaume de Dieu est pour tous et qu'il se réalise dans le respect de la dignité de toute personne, et non pas dans le maintien de tout un système où quelques privilégiés et dominateurs accaparent les biens pendant que les majorités vivent dans la misère. Si vous présentez ce Jésus, vous toucherez nécessairement au politique; vous évangéliserez le «politique» de notre vie.

Enfin, nous espérons que vous prêcherez la parole de Dieu autant par les actes que par la parole. Être conséquents dans les actes et dans la parole, c'est le plus exigeant de notre vie de disciples de Jésus. Nous attendons cela de vous, Monseigneur, étant donné que vous l'avez annoncé dans vos premières paroles, indiquant clairement à tout le monde la ligne de votre service pastoral avec le peuple de San Salvador.

Bien sûr que nos prières vous accompagnent.

Pour la région est de CEBES-Canada qui compte 70 membres.

Lorenzo Desaulniers
455 boul. Père-Lelièvre
Ville Vanier Québec
Canada G1M 1M9

cc. Centre de services de pastorale.

L'abeille audacieuse

IVONE GEBARA

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, LA THÉOLOGIE FÉMINISTE BRÉSILIENNE IVONE GEBARA EST AUX PRISES AVEC LES REPROCHES ET MENACES DE ROME (VOIR CAMINANDO VOL. 14, NO 2, MARS 1994). ELLE FAIT FACE EN CE MOMENT À UNE DÉCISION DES AUTORITÉS ROMAINES QUI L'OBLIGENT À ALLER «REFAIRE» SA THÉOLOGIE EN EUROPE. FAIT IMPORTANT À NOTER : RÉCEMMENT UN DIGNITAIRE ROMAIN AFFIRMAIT DEVANT UN AUDITOIRE BRÉSILIEN DE PLUS DE 600 SUPÉRIEUR-E-S RELIGIEUX-SES QUE LA DÉCISION N'ÉMANAIT PAS DE ROME MAIS BIEN DE LA PROPRE CONGRÉGATION D'IVONE (CHANOINESSE DE ST-AUGUSTIN). CECI EST FAUX ET ILLUSTRE BIEN LA CONFUSION DANS LAQUELLE LE DOSSIER EST MENÉ. IVONE A ET A TOUJOURS EU L'APPUI INDÉFACTIBLE DE SA CONGRÉGATION.

IL DEVIENT URGENT DE MANIFESTER NOTRE APPUI À CETTE CONGRÉGATION RELIGIEUSE QUI SE TIENT DEBOUT DANS LA DÉFENSE D'IVONE ET DE SIGNIFIER NOTRE DÉSACCORD AUX CONGRÉGATIONS ROMAINES QUI IMPOSENT LE SILENCE À CETTE THÉOLOGIE. VOUS TROUVEREZ À LA SUITE DE LA LETTRE D'IVONE, L'INFORMATION NÉCESSAIRE.

Camaragibe, le 30 mai 1995

Chères amies,
Chers amis,

Je veux partager avec vous un événement récent mais qui a débuté il y a déjà quelque temps. Cette abeille, une de vos amies, va être envoyée loin de sa ruche et de son pays parce qu'elle est accusée de produire un miel qui a une saveur différente de celui des autres abeilles. Son nectar est extrait grâce à un travail ardu et passionnant. Elle cherche la sève délicieuse des fleurs inconnues, multicolores, aux odeurs variées. Quelques-unes vivent cachées entre les roches, d'autres naissent sur de hautes montagnes et d'autres encore, extraordinairement belles, se laissent voir seulement la nuit, heure où normalement les abeilles dorment.

L'abeille audacieuse adore fréquenter les jardins défendus, causer avec les papillons et d'autres bestioles qui connaissent des fleurs extraordinaires. Elle adore écouter des sons différents et respirer de nouveaux parfums. La saveur de son miel semble éloignée de celle du miel commun, celui dont on peut dire, quand on le déguste, «ceci est vraiment du miel». Son miel a quelque chose qui plaît aux uns et déplaît aux autres. Certains disent même qu'il n'est pas très scientifique, qu'il n'est pas préparé selon la tradition millénaire, qu'il a quelque chose d'enivrant et en même temps de déconcertant.

Certaines abeilles se sentent dérangées par ce miel différent, d'autres trouvent excellent de percevoir la diversité des saveurs et des odeurs apportées à la ruche. Il y a des polémiques fréquentes entre les abeilles surtout ces derniers temps.

À leur tour, les bourdons, ceux qui sont chargés de protéger l'authenticité de la production du miel, sont de plus en plus déconcertés. De tout côté, ils reçoivent des dénonciations à propos de la saveur différente du miel et craignent que celle-ci vienne falsifier la saveur traditionnelle.

Pour ne pas chasser définitivement l'abeille de la ruche, ils délibèrent «paternellement» disant que l'abeille audacieuse devrait réapprendre à retirer le miel des fleurs et connaître, de façon plus systématique, quelles sont les fleurs adéquates à la reproduction du miel. Pour cela, elle devra aller vers «l'ancien monde», le meilleur endroit selon la sagesse des bourdons. C'est de là que viennent les règles exactes pour le choix des fleurs et la méthode pour reproduire le «vrai» miel.

«Notre miel doit être pur et venir d'une source unique» disent les bourdons intérieurement choqués, tout en manifestant une paternelle protection.

Quel grand dilemme pour l'abeille! Elle avait toujours vécu et bien travaillé dans sa ruche. Maintenant elle doit accepter
(Suite à la page 8)

de s'éloigner pour un certains temps, réapprendre ce qu'elle croyait déjà savoir en partie sinon elle serait expulsée de sa ruche. Ceci lui paraissait très violent et injuste... un abus de pouvoir même.

En ce moment, il est clair que les opinions se divisent. Quelques amies disaient : « n'accepte pas cette violence », d'autres réclamaient ainsi : « ne nous prive pas de ton miel », d'autres ajoutaient : « sors de ta ruche et viens avec nous » ou encore, « tu pourras toujours apprendre quelque chose des ruches anciennes, l'exil peut être un temps de riches rencontres et d'un nouvel apprentissage ».

Ce dilemme est plein de bonnes raisons venant de tous côtés, l'abeille décide provisoirement, sans grande clarté mais avec beaucoup de douleur ce qui semble le chemin le plus raisonnable pour le moment. Elle va accepter l'ordre des bourdons et vivre pour un temps dans le « vieux monde ». Elle va déguster un autre miel, vérifier sa saveur, sa densité, mieux connaître les méthodes de production... mais elle ne permettra pas que les bourdons détruisent ses secrets ni sa joie de vivre.

Cette abeille apprentie de la vie vous demande de comprendre pourquoi il lui sera impossible de remplir les engagements pris avec vous. Elle ne veut pas perdre la saveur de son miel, saveur acquise par son travail ardu avec nombre de maîtres, hommes et femmes. Elle espère revenir bientôt vivre au milieu de ses ami-e-s et reprendre ses vols vers différentes ruches.

Durant ce temps d'exil et d'études, elle compte sur votre compréhension et sur votre amitié.

Ndr: L'original est en brésilien

Adresses pour manifester votre solidarité:

Soeur Stéphane-Marie Boullanger,
supérieur générale
8, rue Daniel Lesueur
75007 Paris
France
Télécopieur: 011 33 1 47 83 49 99

Ir Pompéia Bernasconi,
supérieure provinciale
Rua Bartira 1004
Perdizes
05009-000 Sao Paulo SP
Brazil
Télécopieur: 011 55 11 87 28 600

Adresses pour manifester votre indignation:

Congrégation pour la Doctrine de la Foi
M. le Cardinal Joseph Ratzinger
Piazza Del S. Uffizio 11
Italia
Télécopieur: 011 39 6 69 88 34 09

Congrégation pour les Instituts de Vie consacrée et les
Sociétés de Vie apostolique
Mgr Francisco Xaveir Errazuriz
Piazza Pio XII
00193 Roma
Italia
Télécopieur: 011 39 6 69 88 45 26

«Le manque de solidarité viole les droits humains»

PÉREZ ESQUIVEL

ADOLFO PÉREZ ESQUIVEL, PRIX NOBEL DE LA PAIX EN 1980, EST UN DÉFENSEUR INFATIGABLE DES DROITS HUMAINS DEPUIS L'ÉPOQUE DE LA DICTATURE MILITAIRE EN ARGENTINE. DANS L'ENTREVUE QU'IL A DONNÉE À LA JOURNALISTE DAFNE SABANES PLOU À BUENOS AIRES, PÉREZ ESQUIVEL PARLE DU DÉVELOPPEMENT ET DES DROITS HUMAINS COMME DE VALEURS INSÉPARABLES.

Peut-on dire que la culture des droits humains est solidement établie sur notre continent aujourd'hui?

Oui, dans certains secteurs de la société. Non, chez les gouvernements. Il se fait un travail important de la part des églises et des organisations des droits humains qui a pour objectif l'éducation relative aux droits humains. Ce travail influence peu à peu la conscience collective.

Il est important que les concepts des droits humains prennent racine dans la vie et la pratique de chaque personne et dans les relations entre les peuples. Car, à partir de ceux-ci, nous sommes en train de récupérer notre identité comme peuple et notre dignité en tant que personne.

Auprès des gouvernements, nous trouvons que les droits humains sont livrés trop souvent aux jeux de hasard politiques et dépendent de formules qui ont été vidées de contenu éthique.

Lamentablement, on continue de violer les droits humains dans les démocraties. Dans notre mouvement, la démocratie et les droits humains sont inséparables. Sinon, les premières deviennent des «démocraties», comme le dit Eduardo Galeano.

Il y a aujourd'hui encore des situations très dramatiques sur notre continent, comme l'a été il y a peu de temps la guerre entre le Pérou et l'Équateur. Ces situations mettent en évidence le mépris que les gouvernements et les intérêts économiques ont envers la vie humaine et envers l'intégration et le développement des peuples. On dépense des millions de dollars pour la mort, et presque rien pour favoriser la vie.

Peut-on dire que les années 90, avec tous ces pays latino-américains qui revivent depuis déjà quelques années la démocratie, ont apporté parallèlement des changements dans la conception des droits humains?

Nous pourrions dire qu'il y a eu une première génération de militants pour les droits humains qui a parlé de prisons, de tortures, de disparus, de persécution politique et raciale. Le centre de leur intervention concernait le droit à la vie. La deuxième génération a lutté davantage pour les droits sociaux: la dignité de la vie, le droit à l'éducation, à la santé, au logement, à l'information, à la participation politique, etc. La troisième génération propose d'aller plus loin en réclamant le droit au développement. Elle ne le fait pas d'un simple point de vue économique; elle parle par exemple du respect des cultures et de l'autodétermination des peuples. Au cours de la Conférence mondiale sur les droits humains à Vienne, on a beaucoup discuté autour de ces points.

L'Amérique latine a apporté une contribution importante dans cette ligne; elle a insisté sur la nécessité de respecter

l'identité de chaque peuple, ses croyances, sa religiosité, sa spiritualité. Ce sont des contributions très concrètes qui aident à préciser cette nouvelle conception.

Comment ces nouvelles idées sont-elles transmises aux jeunes générations? Les jeunes des années 90 s'intéressent-ils encore aux droits humains?

J'ai participé à des activités auprès d'étudiants du secondaire et d'universitaires à Buenos Aires et à l'intérieur de l'Argentine et je remarque chez eux un intérêt croissant. Nous avons effectué une rencontre à l'Université de Tucuman, dans le nord de l'Argentine, à laquelle trois mille jeunes de tout le pays et des pays voisins sont venus. Quand on pense qu'une génération dans notre pays a été dévastée par la répression de la dictature et par l'exil et une autre éduquée pendant le gouvernement militaire, ça fait du bien de découvrir que ces derniers temps la conscience critique des jeunes est en croissance.

Ils se mettent à la recherche de la mémoire d'événements qu'ils n'ont pas vécus ou qu'ils ont vécus de façon collatérale, pour pouvoir comprendre le présent. Ils cessent peu à peu d'être de simples spectateurs de leur propre vie pour devenir des sujets actifs. Sans mémoire, ils ne peuvent pas vivre pleinement leur présent et ne peuvent pas construire leur avenir. Les jeunes cherchent des voies alternatives à la perte de crédibilité des politiciens, à la corruption, à l'absence de valeurs morales dans la conduite de beaucoup d'adultes.

Quel rôle jouent actuellement les Églises dans le domaine des droits humains?

Je n'aime pas parler de façon abstraite de l'Église. Pour moi, l'Église c'est le peuple de Dieu, le peuple qui marche avec sa foi, avec sa vie. Plusieurs options existent à l'intérieur des Églises elles-mêmes. Un courant essaie d'approfondir avec une approche oecuménique, la responsabilité des chrétiens à partir de leur foi.

Puis nous nous trouvons face à une hiérarchie, comme celle de l'Église catholique argentine, qui a une attitude très peu réceptive vis-à-vis des inquiétudes des peuples. Son attitude en général est de garder ses distances.

Qui sont ceux qui violent les droits humains aujourd'hui dans le Cône Sud?

Ceux qui violent le plus les droits humains aujourd'hui sont ceux qui accumulent et n'ont aucun sens de la solidarité. Ce sont ceux qui accumulent pour eux-mêmes, sont individualistes et ne tendent pas une main fraternelle à ceux qui sont dans le besoin. Ils sont indifférents face à la pauvreté et à la douleur des autres.

NOTICIAS ALIADAS, MARS 1995

Des Guatémaltèques rapatriés rompent le silence

EXILÉS DEPUIS PLUS DE DIX ANS AU MEXIQUE, LES RÉFUGIÉS DE CUARTO PUEBLO SONT EN TRAIN DE RECONSTRUIRE LEUR VILLAGE, MAIS ILS N'OUBLIENT PAS LE MASSACRE MILITAIRE OÙ 324 PERSONNES MOURURENT. LES RÉFUGIÉS GUATÉMALTÈQUES RETOURNENT À LEURS LIEUX D'ORIGINE POUR RÉCONCILIER LES PHANTASMES DU PASSÉ AVEC LE RÉALITÉ DES ANNÉES 90.

Lorsque José Francisco, qui n'a pas voulu donner son nom pour des raisons de sécurité, est arrivé de nouveau à Cuarto Pueblo, il est retourné à un monde qu'il a perdu il y a 13 ans. Au début de 1982, José Francisco s'était marié avec sa fiancée de toujours. Il explique que son père l'a poussé à se marier jeune pour avoir accès à sa part des terres encore disponibles alors dans Ixcán. Personne n'aurait pensé que seulement un mois après son mariage José Francisco perdrait sa jeune épouse au cours d'un massacre brutal perpétré par les militaires et qu'il serait obligé d'abandonner la localité. Treize ans plus tard, il est revenu à sa terre et à ses souvenirs. «J'espère trouver les restes de mon épouse, même si ce n'était que de la poussière, dit-il, je voudrais l'enterrer».

À l'intérieur de la forêt de Ixcán, à 150 km au nord de Ciudad Guatemala, et à deux heures à pied du chemin le plus proche, les nouveaux rapatriés de Cuarto Pueblo se réunissent autour d'une fosse commune qui contient les restes de leurs êtres chers.

En sortant de leur église détruite par le feu, des centaines de survivants du massacre marchent au milieu de l'herbe dans une procession qui représente la crucifixion du Christ et le massacre qui a détruit leur village.

À chaque station du chemin de croix, un prêtre parle de la passion du Christ et un villageois lit les noms de ceux et celles qui ont été assassinés à cet endroit. Et on lit la prière suivante: «La souffrance des nôtres est notre espérance. Les mères massacrées donnent plus de vie à notre peuple».

Après la messe, José Francisco raconte comment il a essayé en vain de sauver sa jeune épouse en courant au marché où elle vendait des fruits. «Elle refusa de sortir. Elle lui a dit: non, dehors les gens se font tuer. Viens te cacher. Ici nous serons en sécurité!» En voyant comment ses voisins mouraient au milieu des tirs, José Francisco, qui avait alors 15 ans, décida de se sauver.

Aujourd'hui, il critique durement le gouvernement parce qu'il n'aide pas les communautés comme la sienne. Il affirme qu'on trouve encore des mines enterrées dans son village et l'armée continue d'accuser les paysans d'appartenir à la guérilla.

En se souvenant publiquement des événements qui les ont forcés à abandonner leur localité, José Francisco et les autres survivants de Cuarto Pueblo défient l'armée qui nie être responsable de ce massacre ainsi que de beaucoup d'autres. Il y a 13 ans, ces dénonciations étaient impossibles.

Le massacre de Cuarto Pueblo fait partie d'une campagne ouverte de terreur que l'armée a effectuée au début des années 80. Plus de 150 000 Guatémaltèques ont été assassinés ou sont disparus au cours des opérations militaires qui ont dépassé leur objectif qui était de contenir la menace de la gauche armée.

Cependant il y a eu beaucoup de changements au cours des dix dernières années. Aujourd'hui le libre échange remplace l'anticommunisme comme axe de la politique extérieure des États-Unis en Amérique centrale, l'armée ne peut donc plus commettre les mêmes excès au nom de la lutte contre la guérilla.

Et, à la lumière des révélations récentes sur les liens de la CIA avec des assassinats au Guatemala, Washington exerce des pressions sans précédent sur le fragile gouvernement civil du Guatemala pour qu'il résolve au moins quelques cas de violations des droits humains.

L'espace politique créé à cause du scandale a permis que le mouvement de base guatémaltèque qui a perdu des milliers de membres pendant la répression, reprenne lentement vie. Et c'est pourquoi plus de 40 000 réfugiés sont en train de reconstruire ce qu'ils appellent la véritable histoire du Guatemala.

«Il y a une tendance chez l'oligarchie, l'armée et les leaders civils du Guatemala de tout cacher. Si nous voulons la réconciliation, il faut oublier. Telle est leur attitude. Mais nous ne pouvons pas ignorer le passé car il peut revenir n'importe quand», dit Miguel Angel Albizués, de l'Organisation des détenus disparus.

Guatemala

Récupération de la mémoire historique

LES ÉVÊQUES CATHOLIQUES DU GUATEMALA ONT CRÉÉ UNE COMMISSION DE LA VÉRITÉ (ALTERNATIVE À LA COMMISSION OFFICIELLE) POUR ENQUÊTER SUR LA VIOLENCE POLITIQUE QUI A DÉVASTÉ LE PAYS PENDANT PLUS DE 35 ANS.

Le projet appelé «Récupération de la mémoire historique», durera 18 mois. Pour le moment, on a commencé la formation des agents de pastorale qui seront chargés d'interviewer les victimes de la violence.

Simultanément, une campagne publicitaire massive invitera les gens à parler, à briser ce que Mgr Prospero Penados del Barrio, archevêque de Ciudad Guatemala, a appelé «le silence imposé par la peur».

On fera la cueillette des témoignages à travers tout le pays. On les analysera. Les communautés affectées par la violence réaliseront des activités culturelles et religieuses dans le but de «nous aider à nous souvenir et à réfléchir sur les effets des nombreuses années de violence politique», nous rapporte Ronald Ochaeta, directeur du bureau des droits humains de l'archevêché.

Selon Juan Gerardi, évêque auxiliaire de Ciudad Guatemala, le projet rendra possible une «analyse scientifique et objective qui expliquera ce qui s'est passé et pourquoi ça s'est passé, pour ensuite passer à la tâche d'éduquer à la vérité et éviter de retomber dans les mêmes erreurs».

Mgr Penados espère que ce projet aidera à briser le silence. «La paix est possible seulement lorsqu'il y a repentir, reconnaissance de la faute et pardon».

SOURCE: NOTICIAS ALIADAS, 11 MAI 1995

L'ONU au Guatemala

Le 19 septembre 1994, l'ONU décidait de mettre sur pied une mission d'observation dans le but de vérifier si les engagements des Accords de paix signés en mars 1994 étaient respectés. C'est seulement en décembre que les premiers observateurs de l'ONU débarquaient au Guatemala.

Cette mission surnommée MINUGUA est formée de quelque 70 observateurs civils, une trentaine de policiers et une dizaine d'attachés militaires. Leur mandat : recueillir les plaintes, corroborer les faits et rédiger un rapport mensuel. Un premier rapport global¹ était publié en mars dernier.

Un premier élément d'analyse démontre que la présence de MINUGUA incite les militaires à la prudence. À l'arrivée des observateurs, par exemple, on signalait encore plusieurs cas de recrutements forcés pour grossir les rangs de l'armée. Il semble

qu'après trois mois de présence de MINUGUA, les cas de recrutements forcés sont à la baisse. L'armée aurait-elle fait ses provisions avant l'arrivée de MINUGUA?

Parallèlement à ces tâches techniques, la mission doit aussi réaliser un travail quotidien d'éducation. La crise de confiance à l'égard de l'appareil juridique est telle, que la population compte sur la présence de MINUGUA pour régler tous les problèmes. Le hic, c'est que MINUGUA ne peut pas se substituer à l'appareil juridique, les gens doivent continuer à suivre les procédures administratives habituelles.

L'ONU doit décider en septembre si elle renouvellera le mandat de la mission d'observation pour une plus longue période.

¹ Une copie de ce rapport est disponible en espagnol au C.C.D.H.A.L.

Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones

EN AVRIL DERNIER, LE GOUVERNEMENT DU GUATEMALA ET L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE NATIONALE GUATÉMALTÈQUE (U.R.N.G.) SIGNAIENT UN ACCORD SUR L'IDENTITÉ ET LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES DU GUATEMALA. IL S'AGIT LÀ D'UN PAS IMPORTANT VERS LA CONQUÊTE DE LA PAIX DANS CE PAYS. C'EST POURQUOI CAMINANDO A PENSÉ UTILE DE VOUS LIVRER DE LARGES EXTRAITS DE CET ACCORD. NOUS REMERCIONS TORIBIO PINEDA DE LA COMMISSION DES DROITS HUMAINS DU GUATEMALA POUR SA COLLABORATION.

Considérant

- Que le thème de l'identité et des droits des peuples autochtones constitue un point fondamental et d'une transcendance historique pour le présent et le futur du Guatemala;
- Que les peuples autochtones incluent le peuple maya, le peuple garifuna et le peuple xinca, et que le peuple maya est configuré par diverses expressions socioculturelles de racine commune;
- Que les parties reconnaissent et respectent l'identité et les droits politiques, économiques, sociaux et culturels des peuples maya, garifuna et xinca, au sein de l'unité de la Nation et de l'indivisibilité du territoire de l'État guatémaltèque, comme composantes de cette unité;
- Que les peuples autochtones ont été particulièrement soumis à des discriminations, exploitations et injustices à cause de leur origine, culture et langue, et que, comme beaucoup d'autres secteurs de la collectivité nationale, ils souffrent de traitements et de conditions injustes et inégaux par leur condition économique et sociale;
- Que cette réalité historique a affecté et continue d'affecter profondément ces peuples, leur niant le plein exercice de leurs droits et la participation politique, et empêchant la configuration d'une unité nationale qui reflète, en sa juste mesure, la riche physionomie plurielle du Guatemala;
- Qu'aussi longtemps que ne sera pas résolu ce problème de la société guatémaltèque, ses potentialités économiques, politiques, sociales et culturelles ne pourront jamais se développer pleinement et elle ne pourra occuper dans le concert des nations le lieu qui lui revient par son histoire millénaire et la grandeur spirituelle de ses peuples;
- Qu'il ne sera possible au Guatemala d'extirper l'oppression et la discrimination seulement si on reconnaît dans tous ses aspects l'identité et les droits des peuples qui l'ont habité et l'habitent, composantes de sa réalité actuelle et protagonistes de son développement;
- Que toutes les questions d'intérêts qui s'adressent directement aux peuples autochtones demandent d'être traitées par et avec eux, et que le présent accord cherche à créer, élargir et fortifier les structures, les conditions, les chances et les garanties de participation des peuples autochtones, dans l'entier respect de leur identité et de l'exercice de leurs droits;

LE GOUVERNEMENT DU GUATEMALA ET L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE NATIONALE GUATÉMALTÈQUE S'ACCORDENT SUR LES POINTS SUIVANTS :

I. IDENTITÉ DES PEUPLES AUTOCHTONES

1. La reconnaissance de l'identité des peuples autochtones est fondamentale pour la construction de l'unité nationale basée sur le respect et l'exercice des droits politiques, culturels, économiques et spirituels de tous les Guatémaltèques.
2. L'identité des peuples est un ensemble d'éléments qui

les définissent et, à leur tour, les font se reconnaître comme tel. S'agissant de l'identité maya, qui a démontré une capacité de résistance séculaire à l'assimilation, les éléments fondamentaux sont:

- i) la descendance directe des anciens Mayas;
- ii) les langues qui proviennent d'une racine maya commune;
- iii) une cosmovision qui se base sur la relation harmonique de tous les éléments de l'univers, dans

- lequel l'être humain n'est seulement qu'un élément parmi les autres, la terre, mère qui donne la vie et le maïs, un symbole sacré, l'axe de leur culture. Cette cosmovision s'est transmise de génération en génération à travers la production matérielle et écrite et au moyen de la tradition orale, au sein desquelles la femme a joué un rôle déterminant;
- iv) une culture commune basée sur les principes et les structures de la pensée maya, une philosophie, un ensemble de connaissances scientifiques et technologiques, une conception artistique et esthétique propre, une mémoire historique collective propre, une organisation communautaire fondée sur la solidarité et le respect de ses semblables, et une conception de l'autorité basée sur des valeurs éthiques et morales;
 - v) et l'auto-identification.
3. La pluralité des expressions socioculturelles du peuple maya, qui inclut les Achi, Akateco, Awakateko, Chorti, Chuj, Itza, Jakalteco, Kanjobal, Kaqchikel, Kiche, Mam, Mopan, Poqoman, Poqomchi, Q'eqchi, Sakapulteko, Sikapakense, Tectiteco, Tz'utujil et Uspanteco, n'a pas altéré la cohésion de son identité.
 4. Nous reconnaissons l'identité du peuple maya ainsi que les identités des peuples garifuna et xinca, au sein de l'unité de la nation guatémaltèque et le gouvernement s'engage à promouvoir devant le Congrès une réforme de la Constitution en ce sens.

II. LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION

A. LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION JURIDIQUE ET DE FAIT

1. Pour mettre fin à la discrimination historique envers les peuples autochtones, le concours de tous les citoyens est requis dans la transformation des mentalités, attitudes et comportements. Cette transformation commence par une reconnaissance claire par tous les Guatémaltèques de la réalité de la discrimination raciale, ainsi que l'impérieuse nécessité d'en venir à bout pour obtenir une véritable convivialité pacifique.
2. Pour sa part, en vue d'éliminer la discrimination envers les peuples autochtones, le Gouvernement prendra les mesures suivantes:
 - i) promouvoir devant le Congrès de la République la typification de la discrimination ethnique comme délit;
 - ii) promouvoir la révision devant le Congrès de la législation en vigueur pour déroger toute loi et disposition qui puisse avoir une implication discriminatoire envers les peuples autochtones;
 - iii) divulguer largement les droits des peuples autochtones par la voie de l'éducation, des médias et autres instances;
 - iv) et promouvoir la défense efficace de ces droits. (...)

B. DROITS DE LA FEMME AUTOCHTONE

1. Nous reconnaissons que la femme autochtone est particulièrement vulnérable et sans défense devant la double discrimination en tant que femme et en tant qu'autochtone, avec l'aggravant d'une situation sociale particulière de pauvreté et d'exploitation. Le Gouvernement s'engage à prendre les mesures suivantes:
 - i) promouvoir une législation qui typifie l'harcèlement sexuel comme délit et qui considère comme aggravant dans la définition de la sanction des délits sexuels le fait qu'il est été commis contre une femme autochtone; (...)

III. DROITS CULTURELS

1. La culture maya constitue la source originelle de la culture guatémaltèque et, avec les autres cultures indigènes, constitue un facteur actif et dynamique du développement et du progrès de la société guatémaltèque.
2. Par conséquent, le développement de la culture nationale est inconcevable sans la reconnaissance et l'appui de la culture des peuples autochtones. En ce sens, contrairement au passé, la politique éducative et culturelle doit se fonder sur la reconnaissance, le respect et le soutien des valeurs culturelles autochtones. (...)

A. LANGUE

1. La langue est un des piliers sur lesquels s'appuie la culture, étant en particulier le véhicule de l'acquisition et de la transmission de la cosmovision indigène, de ses connaissances et valeurs culturelles. En ce sens, toutes les langues qui se parlent au Guatemala méritent un égal respect. Dans ce contexte, on devra adopter des dispositions pour récupérer et protéger les langues autochtones et promouvoir le développement et la pratique de celles-ci.
2. À cette fin, le gouvernement prendra les mesures suivantes:
 - i) promouvoir une réforme de la Constitution qui établisse la liste de l'ensemble des langues existantes au Guatemala que l'État est constitutionnellement engagé à reconnaître, respecter et promouvoir;
 - ii) promouvoir l'utilisation des langues autochtones dans le système éducatif afin de permettre que les enfants puissent lire et écrire dans leur propre langue ou dans la langue qui se parle le plus communément dans la communauté à laquelle ils appartiennent, promouvant en particulier l'éducation bilingue et interculturelle et les instances telles que les Écoles mayas et autres expériences éducatives autochtones; (...)

C. SPIRITUALITÉ

1. Nous reconnaissons l'importance et la spécificité de la spiritualité maya comme composante essentielle de sa cosmovision et de la transmission de ses valeurs, ainsi que celles des autres peuples autochtones.
2. Le Gouvernement s'engage à faire respecter l'exercice de cette spiritualité dans toutes ses manifestations, en particulier le droit de la pratiquer, tant en public qu'en privé au moyen de l'enseignement, du culte et de l'observance. Nous reconnaissons de même l'importance du respect dû aux guides spirituels autochtones ainsi qu'aux cérémonies et aux lieux sacrés.
(...)

G. RÉFORME DE L'ÉDUCATION

1. Le système éducatif est un des véhicules les plus importants pour la transmission et le développement des valeurs et des connaissances culturelles. Il doit répondre à la diversité culturelle et linguistique du Guatemala, reconnaissant et renforçant l'identité culturelle autochtone, les valeurs et les systèmes éducatifs mayas et des autres peuples autochtones, l'accès à l'éducation formelle et non formelle.
2. Pour cela, le Gouvernement s'engage à mettre de l'avant une réforme du système éducatif avec les caractéristiques suivantes:
 - i) être décentralisé et régionalisé afin de s'adapter aux nécessités et spécificités linguistiques et culturelles;
 - ii) faire jouer aux communautés et aux familles, en tant que pilier de l'éducation, un rôle protagonique dans la définition des programmes et du calendrier scolaires, et donner la capacité de nommer ses enseignants afin de répondre aux intérêts des communautés éducatives et culturelles;
 - iii) intégrer les conceptions éducatives mayas et des autres peuples autochtones, dans ses composantes philosophiques, scientifiques, artistiques, pédagogiques, historiques, linguistiques et politico-sociales, comme élément d'une réforme éducative intégrale;
 - iv) élargir et stimuler l'éducation bilingue et interculturelle et valoriser l'étude et la connaissance des langues autochtones à tous les niveaux de l'éducation;
 - v) promouvoir l'amélioration des conditions de vie socio-économiques des communautés, à travers le développement des valeurs, contenus et méthodes de la culture de la communauté, l'innovation technologique et le principe éthique de conservation de l'environnement.
(...)

H. MÉDIAS DE COMMUNICATION MASSIFS

1. Comme le système éducatif, les médias de communication ont un rôle primordial à jouer dans la défense, le développement et la transmission des valeurs et des connaissances culturelles. Il revient au gouvernement, mais aussi à tous ceux qui travaillent et interviennent dans le secteur de la communication, de promouvoir le respect et la diffusion des cultures indigènes, l'éradication de toute forme de discrimination et de contribuer à l'appropriation par tous les Guatémaltèques de leur patrimoine multiculturel.
2. Pour sa part, afin de favoriser le plus large accès aux médias de communication de la part des communautés et institutions mayas et des autres peuples autochtones, et la plus ample diffusion dans les langues autochtones du patrimoine culturel indigène, en particulier maya, ainsi que du patrimoine culturel universel, le Gouvernement prendra en particulier les mesures suivantes:
 - i) ouvrir des espaces dans les médias de communication officiels pour la divulgation des expressions culturelles autochtones et procurer une ouverture similaire dans les médias privés.
(...)

IV. DROITS CIVILS, POLITIQUES, SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

A. CADRE CONSTITUTIONNEL

Le Gouvernement de la République s'engage à promouvoir une réforme de la Constitution qui définisse et caractérise la nation guatémaltèque comme une unité nationale, multi-ethnique, pluriculturelle et multilingue.

B. COMMUNAUTÉS ET AUTORITÉS AUTOCHTONES LOCALES

3. Reconnaisant le rôle qui correspond aux communautés, dans le cadre de l'autonomie municipale, dans l'exercice du droit des peuples autochtones à décider de leurs propres priorités en ce qui touche au processus de développement et en particulier en rapport à l'éducation, la santé, la culture et l'infrastructure, le Gouvernement s'engage à affirmer la capacité de ces communautés en cette matière.
(...)

D. PARTICIPATION À TOUS LES NIVEAUX

1. Nous reconnaissons que les peuples autochtones ont été marginalisés dans la prise de décision au sein de la vie politique du pays, leur rendant extrêmement difficile, sinon impossible, de participer à la libre et complète expression de leurs demandes et à la défense de leurs droits.

2. Dans ce contexte, il est réitéré que les peuples maya, garifuna et xinca ont le droit à la création et à la direction de leurs propres institutions, au contrôle de leur développement et à l'opportunité réelle d'exercer librement leurs droits politiques.
 3. En conséquence, il convient d'institutionnaliser la représentation des peuples autochtones aux niveaux local, régional et national, et de favoriser la participation au processus de prise de décision dans les divers secteurs de la vie nationale.
- (...)

F. DROITS RELATIFS À LA TERRE DES PEUPLES AUTOCHTONES

1. Les droits relatifs à la terre des peuples autochtones incluent autant la possession communale ou collective qu'individuelle, les droits de propriété et autres droits réels, ainsi que l'utilisation des ressources naturelles au profit des communautés, sans préjudice à leur habitat. Il est nécessaire de développer des mesures législatives et administratives en vue de la reconnaissance, la protection, la revendication, la restitution et la compensation de ces droits.
2. La non protection des droits relatifs à la terre et aux ressources naturelles des peuples autochtones fait partie d'une problématique très large qui est due entre autres choses à ce que les paysans autochtones et non autochtones ont pu difficilement légaliser leurs droits au moyen d'acquisition de titre et de registre. Quand exceptionnellement ils ont pu le faire ils n'ont pas pu avoir accès aux mécanismes légaux pour les défendre. N'étant pas l'exclusivité de la population autochtone, bien que celle-ci ait été spécialement affectée, cette problématique devra être abordée quand sera traité le thème «Aspects socio-économiques et situation agraire», comme partie prenante des considérations sur les réformes dans la structure de la possession de la terre.
3. Néanmoins la situation particulière de non protection et de dépossession des terres communales ou collectives autochtones mérite une attention spéciale dans le cadre de ce présent accord. La Constitution établit l'obligation de la part de l'État d'offrir une protection spéciale aux terres de coopératives, communales ou collectives; elle reconnaît le droits des communautés autochtones et autres à maintenir le système d'administration des terres qu'ils ont et qui historiquement leur appartiennent; et elle envisage l'obligation de la part de l'État de pourvoir de terres qui leur appartiennent les communautés autochtones qui en ont besoin pour leur développement.
4. Reconnaisant l'importance spéciale qu'a pour les communautés autochtones leur relation à la terre, et pour fortifier l'exercice de leurs droits collectifs sur la terre et leurs ressources naturelles, le Gouvernement

s'engage à adopter directement, quand cela relève de sa compétence, et à promouvoir quand cela relève de la compétence de l'organisme législatif ou des autorités municipales, les mesures mentionnées ci-dessous, entre autres, qui s'appliqueront en consultation et coordination avec les communautés autochtones concernées.

Régularisation de la possession de la terre des communautés autochtones

5. Le Gouvernement adoptera ou promouera des mesures pour régulariser la situation juridique de la possession communale de terres par les communautés qui n'ont pas de titres de propriété. Pour cela, dans chaque municipalité se réalisera un inventaire de la situation de possession de la terre.
- (...)

Restitution des terres communales et compensation des droits

7. Reconnaisant la situation de particulière vulnérabilité des communautés autochtones, qui ont été historiquement les victimes de dépossession (despojo) de terres, le Gouvernement s'engage à instituer des procédures pour solutionner les revendications de terres communales formulées par les communautés et pour restituer ou compenser ces terres.
- (...)

VI. RESSOURCES

Tenant en considération l'importance des mesures contenues dans le présent accord, le Gouvernement s'engage à faire tous les efforts nécessaires pour mobiliser les ressources indispensables pour la réalisation de ses engagements. Outre le gouvernement, de larges secteurs de la communauté nationale peuvent jouer un rôle actif dans la promotion du respect de l'identité des peuples autochtones et de l'entier exercice de leurs droits. Ces secteurs sont pressés de contribuer avec les ressources à leur disposition à l'accomplissement du présent accord dans les milieux qui leur correspondent. La coopération internationale est indispensable pour compléter les efforts nationaux en ressources techniques et financières, en particulier dans le cadre de la Décennie internationale des populations indigènes du monde (1994-2004).

(...)

**EXTRAITS CHOISIS ET TRADUITS
PAR JEAN-CLAUDE RAVET**

Carnet de Voyage

CLOTILDE LEMAY

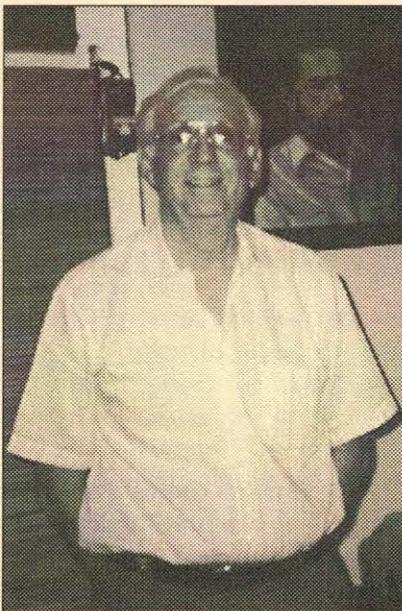
LES ÉVÉNEMENTS DU 15^E ANNIVERSAIRE DE MGR ROMERO AU SALVADOR, M'ONT DONNÉ L'OCCASION TOUTE RÊVÉE DE REVOIR PLUSIEURS AMI-E-S AUTANT AU SALVADOR QU'AU NICARAGUA OÙ JE ME SUIS FAIT LE CADEAU D'UN COURT SÉJOUR. AU COURS DE CE PÈLERINAGE SUR DES LIEUX TOUJOURS TRÈS SIGNIFICATIFS, J'AI RENCONTRÉ ENTRE AUTRES MARTHA VIZCARRA ET RÉUSSI À INTERVIEWER FERNANDO CARDENAL ET URIEL MOLINA. DE DIFFÉRENTES MANIÈRES, CES PERSONNES ONT RETROUVÉ DANS LEURS PAYS RESPECTIFS BLESSÉS SI PROFONDÉMENT, UN CHEMIN DE VIE ET D'ESPOIR DANS DES ENGAGEMENTS NOUVEAUX. AVEC PLAISIR JE VOUS COMMUNIQUE QUELQUES UNES DE MES IMPRESSIONS.

Martha

Comme vous le constatez par la photo, Martha va très bien tout en subissant le contre-coup d'une situation économique plus que précaire. Ses deux neveux, fils de Vilma, se sont réinsérés merveilleusement bien au Salvador. Ils s'adonnent très sérieusement à leurs études et collaborent de leur mieux à des organisations de jeunes pour l'avancement du peuple salvadorien. Martha participe à tout ce qui touche la communauté de San Martin, une banlieue de la capitale où elle demeure.

Au Nicaragua

Je souhaitais beaucoup rencontrer Fernando Cardenal afin de mieux saisir les motifs et les circonstances de sa démission du FSLN (re : lettre à mes frères sandinistes, publiée par DIAL, N° 1955, février 1995). Déçu du Front sandiniste qui, selon lui, est en train de perdre beaucoup du véritable esprit de Sandino et réalisant son impuissance devant ce que beaucoup qualifient de fraudes de la part de certains *comandantes* du Front, il a préféré se retirer, ne prenant partie pour aucune des deux factions qui divisent actuellement le FSLN, mais gardant très présent au fond du coeur le rêve et l'esprit de Sandino.



Fernando Cardenal



Martha

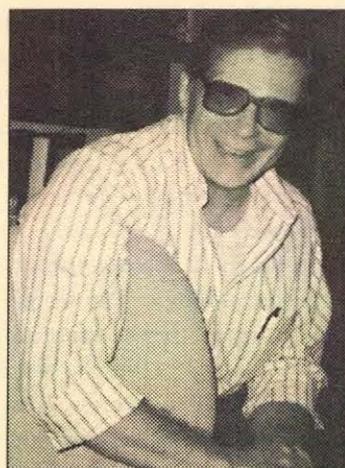
Il a décidé de se consacrer coeur et âme à ce qu'il juge le plus urgent en ce moment : l'éducation de base de groupes impliqués dans des coopératives.

Toutes les analyses économiques actuelles montrent qu'en ce moment «le peuple latino-américain est de plus en plus pauvre», nous dit-il. On peut alors se demander à quoi ont donc servi les millions et millions de dollars versés aux pays du Sud via les ONG, les Églises et les Agences gouvernementales. La constatation de Fernando Cardenal est que, dans la réforme agraire sandiniste, laquelle en un sens a été remarquable, on a oublié le plus fondamental : qu'il ne suffit pas d'éduquer pour produire, mais qu'il s'agit d'éduquer en produisant. Il faut dire aussi que les situations d'urgence des années de guerre ne facilitaient pas beaucoup les choses. Les membres d'une coopérative réfléchissant sur l'échec économique d'une grand nombre d'organisations semblables, ont reconnu parmi les obstacles majeurs rencontrés :

- leurs difficultés face à des changements;
 - leurs problèmes internes jamais résolus;
 - leur manque de discipline au travail;
- en résumé : le manque de formation humaine.

La coopérative Claudia Chamorro de Las Isletas, département de Granada, où est davantage engagé Fernando Cardenal, a bien compris tout cela. Elle s'est trouvée un jour face à un magnifique projet de pêche qui, en soi, aurait pu sortir la région de la misère. Le financement était assuré. La collaboration de la faculté d'Écologie de la UCA également de même que la commercialisation du produit. Très tentant de se lancer immédiatement dans cette nouvelle entreprise! Mais quel danger qu'un succès rapide au plan économique soit vécu une fois de plus par des communautés sans préparation, sans une organisation interne adéquate, avec des gens qui, sortant de la vie de misère qu'ils ont toujours connue, pourraient se livrer à une consommation effrénée, victimes d'une publicité trompeuse. La grande aventure fut retardée avec cependant la détermination de continuer la réalisation de plus petits projets qui pourraient en même temps permettre la consolidation des fondements de l'édifice en commençant le **processus de développement humain**. Un des premiers projets fut réalisé par un groupe de femmes. Après analyse et réflexion, il fut décidé qu'elles travailleraient à l'élevage des porcs. Tout allait bien. Elles apprenaient en même temps que les techniques nécessaires, à avoir confiance en elles et le projet réussissait au plan économique. Mais vint l'heure du conflit : on ne trouva pas de solutions et quelques-unes prirent les porcs qui leur revenaient et se séparèrent du groupe. Qu'avait-il manqué? La capacité de dialoguer, de reconnaître les erreurs, de miser sur la solidarité pour dépasser les intérêts personnels, avec comme conséquence qu'un groupe a renoncé à ses possibilités de développement.

«Si nous n'arrivons pas à ce que, à travers un processus éducatif, les sujets du développement économique puissent croître en maturité, responsabilité, esprit de travail et discipline, solidarité, critique et autocritique, confiance en eux-mêmes, si nous n'arrivons pas à ce qu'ils parviennent à modifier leurs conduites concernant la dimension et le rôle de la femme, concernant le milieu ambiant, la sexualité, l'alcoolisme, etc., l'impact du processus de développement humain sera incomplet et la majorité du temps presque inutile, laissant les gens à la fin du projet dans la même situation qu'au début, c'est-à-dire luttant simplement pour survivre, écrit Fernando Cardenal dans *Diakonia* 73, mars 1995¹, et il ajoute : «tout effort de développement qui ne pénètre pas le monde des valeurs, qui n'entre pas dans ce monde intérieur de l'être humain où naissent les habitus, les attitudes, la conception du monde qui nous entoure, tout le comportement, est voué au même sort que l'édifice que l'on



Uriel Molina

veut construire sans d'abord poser le ciment des fondations.» Projet ambitieux s'il en est un pour lequel nous souhaitons bon succès au père Fernando Cardenal et au peuple nicaraguayen.

Entrevue avec Uriel Molina

Nous l'avons rencontré au Centre Valdevieso. Quel contraste de revoir ce centre qui, pendant de nombreuses années, fut un lieu de «rendez-vous» dynamique où venait quiconque désirait se procurer le dernier livre publié ou les nombreuses productions artistiques de Solentiname et où se rencontraient les «internationaux» du monde entier. De la librairie, il ne reste plus rien. Uriel nous explique qu'un jour un sous-directeur s'est enfui avec tout ce qui pouvait avoir une certaine valeur : argent, livres, etc. Le plus douloureux fut qu'il n'a pas manqué de gens pour accuser le directeur, Uriel.

Cependant le Centre anime encore quelques projets appuyés par des agences internationales, entre autres une maison à la campagne pour enfants et adolescent-e-s de la rue. Projet très cher à Uriel qui voudrait y consacrer tout ce qui lui reste d'énergies – malgré une santé bien déficiente après tant de souffrances personnelles – et de conflits de toutes sortes.

En ce moment, il demeure avec sa mère de 90 ans et pour lui, il s'agit là d'un devoir filial auquel il ne veut faillir. Ce que les responsables provinciaux de sa communauté ne voient pas du même oeil. À cause de sa personnalité et de ses engagements, il ne fut jamais bien compris par ses frères religieux. Aujourd'hui on exige qu'il réintègre une communauté ou qu'il quitte l'Ordre des Franciscains

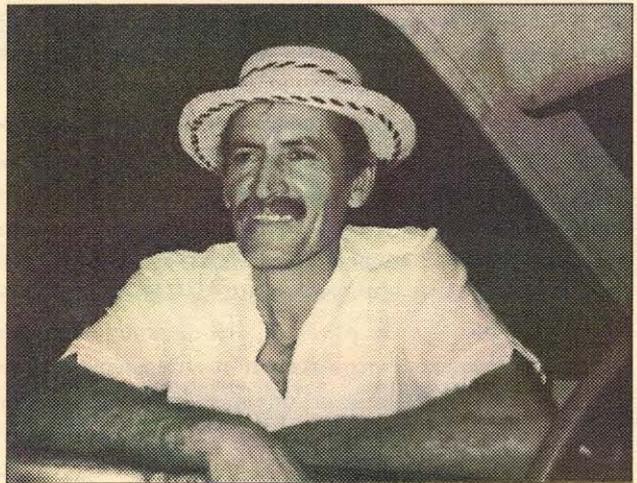
Nouvelle douleur dans la vie d'un homme qui voit s'écrouler un à un les projets les plus chers de son existence. Déjà il a dû abandonner la paroisse du Riguero dont il avait été

¹ L'INIEP (*Instituto Nicaragüense de Investigacion y Educacion Popular*) a publié l'article de Fernando Cardenal «La renovación necesaria : desarrollo humano», disponible en espagnol au Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine.

l'animateur infatigable et, avec la communauté, le créateur de tant d'initiatives. Les élections perdues, le Front sandiniste divisé, le Centre Valdevieso tant de fois questionné et maintenant réduit à si peu, pas étonnant qu'à certains moments, sa vie lui semble avoir été un échec. C'est alors que d'un bond se lève l'homme de foi et de profonde oraison. Devant chaque événement évoqué, que ce soit de sa vie personnelle, de la politique de son pays ou de son Église, une parole de vie surgit qui fait renaître les énergies. Paroles qu'il conserve précieusement dans son Agenda latino-américain «édition augmentée» de mille bouts de textes collés à chacune des dates correspondant à ses découvertes. Ainsi cet extrait du livre d'Eduardo Galeano «*Las palabras andantes*» («Les mots qui marchent») qu'Uriel nous lit à la fin de l'entrevue et qui en dit long sur la qualité de son espérance : «L'homme et la femme voient l'horizon lumineux et s'en approchent. Au fur et à mesure que l'homme et la femme s'en approchent, l'horizon fuit toujours plus loin. Et l'homme et la femme se demandent déçus : alors à quoi nous sert l'horizon? La voix répond : «Pour que vous continuiez à marcher».

Un mot du *campesino* Martín

Je l'ai connu il y a quelques années par l'entremise d'Auxiliatrices del Valle de los Aburtos. C'était au moment où à grand-peine il creusait son puits devenu indispensable pour la culture et la survie de sa famille. Comme l'eau n'apparaissait toujours pas, il était devant la perspective de tout abandonner car pour continuer il devait faire appel à des compagnons de la *comarca* (groupe de paysans répartis sur plusieurs kilomètres) et cela signifiait leur offrir le repas



Martín

du milieu du jour. Impensable! Martín n'avait pas les moyens pour faire face à cette dépense. Le jour même, je lui faisais parvenir un don de 200\$ qu'une amie solidaire m'avait offert à mon départ du Québec «pour creuser un puits». Après des jours et des semaines de travail acharné, l'eau jaillit! Le terrain fut irrigué et la récolte arriva.

Deux ans après, surprise! Martín se présente chez les Auxiliatrices en leur disant : «Je viens vous remettre l'argent que j'ai reçu. Me voilà tiré d'affaires et je sais que d'autres en ont besoin pour creuser leur propre puits.» Et depuis, cette solidarité du Nord ne fait qu'un avec la solidarité du Sud. Elle a fait le tour de la *comarca* et, à date, l'eau a jailli de cinq nouveaux puits! L'exemple entraîne et, dans beaucoup de cas, la solidarité sandiniste n'est pas vaine parole.

Anabel Torres



Anabel Torres

Anabel anime une organisation non gouvernementale d'éducation populaire nommée **Cantera**, dans l'esprit du «développement humain intégral» dont parle Fernando Cardenal. Anabel est une perle que, déjà Bill Smith avait découverte et avec qui Développement et Paix continue de se solidariser.

Chaque année, Cantera propose plusieurs séries de rencontres d'éducation populaire qui concernent la femme, son identité, son rôle, etc. Elle annonce même cette année un cours «pour hommes seulement» intitulé «masculinité» s'adressant aux hommes intéressés à réfléchir sur la thématique, aux éducateurs populaires et aux coordonnateurs de projets.

L'équipe de Cantera est également très impliquée dans les secteurs enfants, jeunes et famille, spécialement à Ciudad Sandino, situé à une quinzaine de kilomètres de la capitale. Un petit groupe de soeurs S.N.J.M. rencontré là-bas collabore avec enthousiasme à ces projets.

Montréal, le 29 juin 1995

L'Honorable André Ouellet
Ministre des Affaires étrangères
Édifice Lester B. Pearson
125, promenade Sussex
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

Monsieur le ministre,

Nous désirons vous faire part de notre vive inquiétude à la suite de l'expulsion récente du Mexique de trois prêtres catholiques qui réalisaient un travail pastoral reconnu et légitime. Ils ont été expulsés en violation de toute procédure normale.

Le 22 juin, les pères Rodolfo Izal Elorz (Espagne), Loren Riebe (États-Unis) et Jorge Alberto Baron (Argentine) ont été arrêtés par la police judiciaire, sans mandat et sans qu'on les informe des accusations portées contre eux. Selon le *Toronto Star* du 26 juin dernier, on aurait menotté les trois prêtres et bandé les yeux à l'un d'eux, avant de les expulser du pays le 23 juin. Le diocèse de San Cristobal de las Casas et la Conférence des supérieurs majeurs du Mexique ont tous deux dénoncé la détention et l'expulsion des prêtres « sans que l'on ait pris en compte leur droit le plus élémentaire de se défendre ».

L'Église aura désormais, à cause de cet incident, beaucoup plus de difficulté à mener à bien sa mission pastorale dans le sud du Mexique. De plus, quatre jours avant l'arrestation des trois prêtres, certains citoyens se disant les « *autenticos coletos* »¹ ont manifesté pour exiger l'expulsion de tous les étrangers, parce qu'ils « génèrent des conflits intérieurs » dans l'état du Chiapas. Or, ce groupe, composé de propriétaires terriens, a déjà été impliqué dans une altercation à San Cristobal. Des pierres avaient alors été lancées en direction de l'évêque et de la cathédrale, sous le regard de policiers qui n'étaient pas intervenus. Dans ce contexte tendu, l'expulsion pourrait annoncer une persécution contre les personnes effectuant du travail humanitaire, ou contre l'église présidée par Mgr Ruiz, qui a fait office de médiateur entre le gouvernement mexicain et les rebelles zapatistes en vue de négocier une paix juste.

Aussi demandons-nous au gouvernement du Canada de soulever cet incident avec les autorités mexicaines responsables afin de les inciter à faire cesser ces actes de harcèlement contre l'Église. Nous vous demandons aussi, Monsieur Ouellet, d'inviter le gouvernement mexicain à poursuivre les négociations en vue d'établir une paix juste, susceptible d'extirper les racines mêmes du conflit dans le Chiapas.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Mgr J. Faber MacDonald
Évêque de Grand Falls
Coprésident
Comité des droits humains
Conférence des évêques catholiques du Canada

¹ Ndr: L'expression « *autenticos coletos* » est unique à la région du Chiapas et en particulier à San Cristobal de las Casas; elle désigne historiquement les descendants directs de l'aristocratie espagnole qui ne se seraient jamais métissés. Les « *autenticos coletos* » sont évidemment en opposition avec les « *indios* » (indigènes ou autochtones).

Une rencontre historique

MICHELLE DÉCARIE

LE COMITÉ CHRÉTIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE (C.C.D.H.A.L.) PARTICIPAIT À TITRE D'OBSERVATEUR À LA RENCONTRE NATIONALE D'ORGANISATIONS CIVILES *ENCUENTRO NACIONAL DE ORGANIZACIONES CIUDADANAS* QUI SE TENAIT À MEXICO LES 30 JUIN ET 1^{ER} JUILLET DERNIERS. VOICI UN BREF COMPTE RENDU DE CETTE IMPORTANTE RENCONTRE.

Quelque 700 organisations civiles mexicaines ont répondu à l'appel lancé par le groupe promoteur de la Rencontre, groupe composé d'une trentaine de représentants des différents secteurs sociaux mexicains. La participation des organisations oeuvrant à l'extérieur du District fédéral a été estimée à 30 %, taux de participation jugé relativement faible. Tout en sachant qu'il était difficile pour beaucoup d'organisations de libérer les ressources nécessaires pour assurer leur présence à la Rencontre, il est sûr qu'une participation plus grande des autres états aurait été souhaitable. Les représentants des organisations civiles avaient droit de parole et de vote.

Ne jouissant que d'un droit de parole, des représentants de partis politiques mexicains, d'instances gouvernementales, des citoyens non représentants d'organisations civiles, ainsi que des invités spéciaux (trois en provenance des États-Unis, deux d'Europe et une invitée du Canada) étaient présents en tant qu'observateurs à la Rencontre.

Les principaux objectifs de la Rencontre étaient d'élaborer une charte des droits civiles, de dresser un plan d'action commune et de définir des mécanismes de coordination et de liaison entre les organisations civiles afin de rendre le travail des ONG mexicaines plus efficace.

Après un discours d'inauguration prononcé par Demetrio Sodi de la Tirera, des représentants de différents secteurs de la société mexicaine ont livré leurs analyses du contexte politique, économique et social mexicain actuel. José Luis Pueres Canchola, promoteur de la Rencontre, a exposé son point de vue sur le défi que signifie une telle rencontre, Conchita Nava, membre de la CONAI, a fait ressortir le lien entre la Rencontre, le changement et la paix, José

Agustín Ortiz Pinchetti a quant à lui exprimé son opinion sur le pouvoir politique, le gouvernement et l'organisation des citoyens et citoyennes.

Ensuite Enrique Brito, promoteur d'ONG en matière de développement social, a livré une analyse brève des perspectives de la société civile, Berthe Luján, du FAT, a parlé du modèle économique actuel et de la crise, et enfin, Mercedes Murillo, du *Frente cívico sinaluense*, a dressé un portrait du travail des ONG mexicaines. Une période de questions et de commentaires a suivi.

Le travail thématique a débuté après ces exposés. Les participants se sont regroupés selon les intérêts et les spécificités propres aux ONG représentées. Il s'agissait essentiellement de travailler sur deux chartes proposées comme canevas de travail par le groupe promoteur : la Charte des droits généraux et celle des droits spécifiques déterminés au préalable, comme par exemple, les droits des femmes, des autochtones, les droits économiques, etc. Dix-huit tables de travail ont été formées, et par conséquent, autant de chartes spécifiques débattues.¹

Le plan d'action commun a lui aussi fait l'objet de débats. Il s'agissait dans un premier temps de donner un cadre général pour la réalisation des initiatives des groupes et organisations dans tous les états et localités du Mexique. Il s'agissait donc de prioriser les actions à entreprendre pour faire connaître la charte dans les différents milieux de travail des ONG, auprès des différentes instances gouvernementales et au sein de la société mexicaine en général.

¹ Ce document est disponible en espagnol au C.C.D.H.A.L.

Cette rencontre nationale, sans précédent dans l'histoire mexicaine, s'est avérée un témoignage de plus de l'acuité de la crise politique que traverse le Mexique et de l'essoufflement du modèle en place. Parce que ce modèle doit être repensé et redéfini en fonction de la pluralité et de la démocratie, il était devenu impératif pour les ONG mexicaines de se réunir, de dresser un plan d'action commun et d'exiger une réforme de la relation existante entre la société et le gouvernement.

Ce mouvement social, qui englobe les luttes de milliers de citoyens et citoyennes organisés, résulte d'un effort de cohésion pour la reconnaissance du travail des ONG et pour la création d'un nouvel espace afin que les partis politiques soient à l'écoute des demandes des citoyens et citoyennes. Le caractère particulier de la rencontre découlait notamment de sa pluralité; en effet, la représentation multisectorielle s'est convertie en une force potentielle.

Des milliers de citoyens et citoyennes représentés à cette rencontre ont décidé d'assumer un rôle de transformation et de se donner l'espace et le pouvoir qui leur correspondent. Les ONG présentes à la Rencontre se sont accordées pour dire que leur incombait la responsabilité commune d'intervenir et d'influer sur le cours de la vie politique et du changement politique et social que le Mexique nécessite. Reflet d'un modernisme politique, l'union des organisations civiles a témoigné de la possibilité de construire ensemble une société juste, de mener une lutte contre l'intolérance et

la concentration du pouvoir. La Rencontre a donc été un premier pas des ONG dans la diffusion du message démocratique qui vise la dignité des Mexicains et du changement par la voie de la paix. La Charte des droits des citoyens et citoyennes devra être débattue par toute la société mexicaine. Selon les organisations présentes, seule une société civile organisée, en regard de la crise, peut sortir le pays de l'impasse et les ONG se doivent de proposer des solutions. Lutter pour la justice et stimuler une réforme politique, voilà le défi que les ONG ont décidé de relever. Inéluctablement, cette rencontre s'est avérée un moment crucial car elle a ouvert la voie à un travail commun, concerté, qui contribuera à la force de la société civile comme acteur prépondérant de changement social. Ce mouvement civil n'est toutefois pas sans compter de faiblesses et certains éléments de la réalité de ce mouvement ont été identifiés comme obstacles à surmonter, les principaux étant :

- le manque d'orientations fermes et de propositions communes;
- la méfiance que maintiennent les groupes entre eux;
- la répudiation de quelque autorité de pouvoir vertical;
- le manque de ressources financières;
- le peu d'alliances possibles avec le secteur privé;
- le risque d'ingérence politique que comporte l'appui des institutions étrangères.

JE M'ABONNE AU CAMINANDO
JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ **CODE POSTAL** _____

Abonnement (4 numéros par année) : 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550

15^e anniversaire du martyr de Mgr Romero

CLOTILDE LEMAY

AVEC ÉMOTION, JE ME REPLONGE DANS LE CLIMAT EXTRAORDINAIRE DE SOLIDARITÉ ET DE PARTAGE QU'ONT VÉCU, DU 21 AU 24 MARS, PLUS DE 250 PARTICIPANTS ET PARTICIPANTES VENANT DE 31 PAYS. DU QUÉBEC, NOUS ÉTIONS TROIS DÉLÉGUÉ-E-S DE LA COALITION ROMERO. C'ÉTAIT LA PREMIÈRE EXPÉRIENCE DU GENRE DE MES DEUX COMPAGNONS, RAYMOND HOMIER ET DAVID POIRIER, QUI ONT PARTICIPÉ AU MAXIMUM ET SONT REVENUS «ÉNERGISÉS» COMME JAMAIS POUR LA SOLIDARITÉ ET REMPLIS D'UNE FOI NOUVELLE.

Je voudrais souligner l'importance des contacts internationaux et la qualité d'engagement de l'ensemble des délégué-e-s. Par exemple, la présence de la délégation mexicaine et celle de Don Samuel Ruiz, président du Secrétariat international chrétien de solidarité avec les peuples d'Amérique latine (SICSAL), ont fait que la situation du Chiapas est devenue une réalité bien vivante qui a sous-tendu beaucoup de nos analyses, réflexions et projets. De plus, le seul fait d'être au Salvador donnait l'occasion d'une prise de conscience très forte de la crise économique et politique dans laquelle est plongé le peuple salvadorien : les accords de paix qui n'ont été réalisés qu'à 30%, le coût élevé de la vie et les salaires de famine des travailleurs, la destruction du tissu social, tout cela au milieu d'une apparence bien trompeuse de bien-être, comme la récente construction d'édifices modernes, de beaux monuments, etc.

De tous les coins du monde représentés, montait la dénonciation des effets pervers du néo-libéralisme : privatisation, dévalorisation de la monnaie, plus de chômage, de pauvreté, d'exclusion et de marginalisation des indigènes... Je signale aussi la qualité des conférences magistrales.

La première, celle du Dr Hector Dada, Salvadorien, a développé le thème de la mondialisation, contexte actuel dans lequel nous sommes tous immergés en tant que phénomène d'une certaine manière «naturel» et inévitable. Le négatif de la mondialisation étant le caractère néo-libéral qui le sous-tend et non le fait en lui-même. De là, que de défis pour l'organisation de la solidarité internationale! L'exposé suivant était donné par une femme... la seule! Madame Aronette Diaz est juge de la Cour Suprême d'El Salvador. Elle a parlé de l'immense difficulté de construire un État de droit dans un pays dont les droits du peuple ont été violés systématiquement.

Pour la conférence de Don Samuel Ruiz, les étudiants de la UCA (Université Centre-Amérique avaient été invités. Résultat : un auditorium plein à craquer. Des personnes ont écouté debout à l'intérieur comme à l'extérieur un entretien

passionnant qui a dépassé les 90 minutes, sans qu'on s'en rende compte, sur l'histoire des événements du Chiapas depuis bien avant le 1^{er} janvier 1994.

Pour sa part, Don Pedro Casaldáliga a développé un thème autour des trois tentations qui nous menacent aujourd'hui. Le diable... néo-libéral veut qu'on renonce à la MÉMOIRE (ex. l'impunité) et ceci attaque directement la FOI. Il veut qu'on renonce à la CROIX (individualisme) et ceci attaque directement l'AMOUR. Il veut qu'on renonce à l'UTOPIE (le découragement, l'abandon de la lutte) et ceci attaque directement l'ESPÉRANCE. Remarquable! (L'Agenda latino-américain 1996 publiera un résumé de cette conférence).

Gustavo Gutierrez, toujours fidèle à lui-même et à l'option de toute sa vie a fait son intervention sur l'option préférentielle pour les pauvres (vous vous en doutiez!) présentée d'une manière très rajeunie. Une boutade : parlant de sa longue expérience, il dit «Moi, vous voyez, j'ai une certaine jeunesse accumulée...».

Je ne peux que mentionner rapidement les célébrations vécues à la chapelle de la UCA, la visite à la chambre de Celina et Elba, les deux femmes tuées avec les Jésuites, ainsi que le pèlerinage au «jardin des roses» où furent assassinés les six jésuites, l'Eucharistie à l'hospitalito de la Divine Providence, lieu du martyr de Mgr Romero, autant de moments intenses de «mémoire», de prière et de partage.

En somme une rencontre internationale très réussie qui a marqué tout le monde. Un regret cependant : on aurait espéré une «présence» salvadorienne massive. Il n'en a pas été ainsi. Faut-il voir dans ce fait l'image d'une Église encore souffrante qui cherche difficilement à dépasser certains problèmes internes? Une lacune : le peu de participation «officielle» demandée aux femmes. Une réussite : l'excellente organisation faite conjointement avec nos soeurs et nos frères de l'Église Baptiste qui faisait de cette rencontre un événement vraiment oecuménique.

Va - - vient

Coalition Romero

- ☛ La préparation de la fin de semaine de formation pour le choix de la thématique **Romero 1996** va bon train. La fin de semaine aura lieu les 22, 23 et 24 septembre. Une quinzaine de personnes issues de différentes régions du Québec sont attendues à la maison collective La Botte de foin à Dunham.

Agenda latino-américain 1996

- ☛ L'équipe de production de **L'Agenda latino-américain** a travaillé jours et nuits... au cours de l'été pour que l'édition sorte des presses dès le 9 septembre pour le congrès de l'Entraide missionnaire. Malheureusement pour nous la presse en question a décidé qu'elle ne pouvait plus imprimer sans une nouvelle pièce importée d'Allemagne. Résultat : une semaine de retard pour la livraison... La mondialisation, vous connaissez? C'est le thème de cette édition 1996 de L'Agenda latin-américain. Avons-nous besoin de vous rappeler le slogan, «Procurez-vous votre exemplaire, les quantités sont limitées»...?

Pedro de Clerk

- ☛ À l'occasion d'un dîner causerie, nous avons reçu Pedro de Clerk, **prêtre qui travaille au Salvador** avec CEBES, de passage à Montréal. Il nous a fait part de son analyse de conjoncture du Salvador, des difficultés

que rencontre le peuple salvadorien en ce moment et de l'espoir qu'il entretient dans les coopératives agricoles de la région d'Usulután.

Mexico

- ☛ Michelle Décarie, responsable du Centre d'actions urgentes du C.C.D.H.A.L., a participé à la **Rencontre nationale des organisations civiles mexicaines** qui se tenait à Mexico les 30 juin et 1^{er} juillet (voir le texte «Mexique, une rencontre historique» édité dans ce numéro de *Caminando*). Nous tenons à remercier sincèrement Oxfam-Canada pour son appui financier qui nous a permis de participer à cette rencontre.

AQOCI

- ☛ L'**Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)** traverse des moments difficiles. Réunis en Assemblée générale les 2 et 3 juin derniers, les membres ont dû prendre la difficile décision de fermer les bureaux du secrétariat à compter de la fin septembre. Loin de jeter la serviette, les membres de l'AQOCI maintiendront leur travail en réseau jusqu'à ce que la situation financière de l'Association permette de rouvrir le secrétariat. Une preuve de la détermination des membres : tous les postes du nouveau conseil d'administration ont été comblés; une élection a même été nécessaire pour la première fois depuis quelques années!

S O M M A I R E

Éditorial	2
Argentine : Plus jamais	3
Les militaires argentins se confessent, les évêques restent muets	5
El Salvador : Virage à droite de l'Église	6
Lettre à Mgr Fernando Sáenz Lacalle	6
L'abeille audacieuse	7
Le manque de solidarité viole les droits humains	9
Guatemala : Des Guatémaltèques rapatriés rompent le silence	10
Guatemala : Récupération de la mémoire historique	11
L'ONU au Guatemala	11
Guatemala : Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones	12
Carnet de voyage	16
Lettre au ministre André Ouellet	19
Mexique : Une rencontre historique	20
El Salvador : 15^e anniversaire du martyre de Mgr Romero	22
Va-et-vient	23

**Le Caminando est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en
Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.**

**Adresse : 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6
Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550**

Comité de rédaction : Jean Greffard, Clotilde Lemay, David Poirier, Jean-Claude Ravet
et Jean Robitaille. **Traduction :** Jean Greffard et Madeleine Perreault. **Collaborations :**
Federico Cavada Clavería et Michelle Décarie.
Infographie : Louise Gravel.